



Communiqué de presse

Formation à la transition écologique : les changements annoncés se font attendre.

Le 20 octobre 2022, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Sylvie Retailleau, a annoncé une série ambitieuse de mesures pour la formation à la transition écologique, visant l'objectif que **“chaque étudiant et étudiante dispose d'un socle de connaissances et de compétences globale et pluridisciplinaire sur la transition écologique au plus tard en 2025”**.

Pourtant les premiers signaux de mise en action du gouvernement n'apparaissent **pas à la hauteur de ces ambitions**. Seuls trois courts ateliers “Socle de connaissances et de compétences pour la transition écologique” ; “Pôle national de ressources pédagogiques” ; “Valorisation de l'engagement étudiant” de trois heures chacun et leur synthèse ont été organisés.

Pour insuffler les changements transformateurs nécessaires, il faut une **transformation en profondeur** qui repose sur une volonté politique, des moyens humains, et non d'énigmatiques ateliers dont la suite reste indéterminée. Cette transformation ne peut se faire sans méthode, sans considérer les trois enjeux cruciaux que nos organisations avaient identifiés à la suite des annonces du 20 octobre :

- La nécessité de mettre en place une **structure nationale** chargée de piloter la montée en compétence des établissements d'enseignement supérieur, en permettant leur **accompagnement** et la mise en commun de leurs connaissances et de leurs projets
- Des réponses face aux interrogations concernant le **financement et les moyens humains** qui permettront d'accompagner les établissements
- La **formation** et la **valorisation de l'engagement des personnels**

Quatre ans après la sortie du manifeste étudiant pour un réveil écologique et les grèves pour le climat qui ont rassemblé 40000 jeunes dans les rues de Paris, quel est le bilan du gouvernement sur la transformation de l'enseignement supérieur ? **Inlassablement** : de la déception, des mois d'attente, des discussions, des groupes de travail, à nouveau des mois d'attente, et enfin des annonces... suivies de mois d'attente déceptifs.

Nous n'avons **plus de temps à perdre** de la sorte. Depuis 2020, de nombreux rapports, comme le rapport Jouzel-Abadie et ceux du Shift Project, présentent des solutions pour mieux former à la transition écologique dans l'enseignement supérieur.

2023 doit être l'année où le gouvernement transforme ces ressources en actes, et **renforce la capacité d'action du ministère de l'enseignement supérieur pour tenir ses engagements**.